
Bruno SALGUES, *Société 5.0. Industrie du futur, technologies, méthodes et outils, volume 1*

Londres, Isté Ed., coll. Sciences, société et nouvelles technologies, 2018,
294 pages

Tiphaine Zetlaoui



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22002>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.22002

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 385-386

ISBN : 9782814305632

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Tiphaine Zetlaoui, « Bruno SALGUES, *Société 5.0. Industrie du futur, technologies, méthodes et outils, volume 1* », *Questions de communication* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/22002> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.22002>

Tous droits réservés

où apparaissent les intérêts opposés de la liberté de l'information et de la sécurité de l'état à l'ère de l'Internet et des lanceurs d'alerte/« *whistleblowers* » (dénoncateurs) : ces agents qui dévoilent les informations tenues par l'état comme sensibles : les affaires *wikileaks* et Julian Assange, celle d'Edgar Snowden mettant en ligne les dossiers de la National Security Agency, l'agence nationale de la sécurité états-unienne. On souligne souvent que bien des journaux nationaux ne peuvent guère, aujourd'hui, mener de véritables travaux d'investigation ; *The Guardian* a pu le faire grâce aux travaux d'équipes rédactionnelles de divers grands titres de par le monde. Une telle coopération serait-elle un des conséquences inattendues de la globalisation ? D'autres succès de *The Guardian* provenaient du travail d'un de ses propres journalistes d'investigation, Nick Davies – auteur par ailleurs de *Flat earth news* (2008), une enquête sur la presse britannique qu'il mena pour le compte du journal. Ce journal sous Rusbridger dévoila plusieurs scandales bien britanniques et nombreuses furent les pressions qu'éprouva l'auteur. « Aimez-vous votre pays ? » lui demanda un parlementaire l'interrogeant à propos de la publication des documents, fournis par Edward Snowden, provenant de la National Security Agency et de sa contrepartie britannique, le Government Communications Headquarters (p. 320).

Rares furent les occasions où des confrères britanniques se montrèrent solidaires : le chien (un journal) qui mord un autre chien (« *dog bites dog* », formule récurrente pour désigner les journaux qui s'entre-déchirent) est chose bien rare parmi les titres quotidiens – que le *Guardian* ait révélé les turpitudes des tabloïdes du groupe Murdoch ne lui attirait aucune sympathie, surtout pas celle des autres titres londoniens, le *Daily Mail* notamment.

Le journalisme est brisé, affirme Alan Rusbridger : comment le réinventer ? Son récit, comme toute, oscille entre la liste des pêches de bien de ses confrères – « la criminalité sans bornes qui règne dans les salles de rédaction » (p. 263) – ou des milieux politique et économiques britanniques, et les promesses et avatars de l'Internet. S'il trouve parfois du soutien auprès de confrères américains, le *New York Times*, plus souvent il se trouve tel David face à Goliath : déstabilisé par les groupes de la côte ouest des États-Unis, Facebook, Google et autres Gafa, en n'étant nullement sûr que David puisse l'emporter. L'auteur plaide pour un journalisme de mission public, d'intérêt général, mais note qu'une définition de celui-ci pose toujours problème. *Breaking news* est à la fois un livre-testament et un livre-plaidoyer. Alan Rusbridger s'est retiré sur

l'Aventin – il est doyen d'un collège d'Oxford – mais pas tout à fait : il dirige l'institut Reuters de journalisme. Le récit de cet ancien directeur de journal se distingue parmi la littérature de professionnels analysant les possibilités qu'ouvre internet : on a affaire à la fois à des choses vues et à des choses entrevues.

Michael Palmer

CIM, université Sorbonne Nouvelle-Paris 3
michael.palmer[at]sorbonne-nouvelle.fr

Bruno SALGUES, *Société 5.0. Industrie du futur, technologies, méthodes et outils*, volume 1

Londres, Iste Ed. Ltd, coll. Sciences, société et nouvelles technologies, 2018, 294 pages

L'ouvrage de Bruno Salgues a le mérite d'offrir une analyse à la fois globale et précise de la société 5.0 qui est en train de se profiler à l'échelle mondiale par le truchement des phénomènes « d'automatisation, de dématérialisation, de digitalisation, d'industrialisation, et de servicisation » (p. 19). En alliant des données empiriques et factuelles à des éléments de réflexion théoriques, ce chercheur examine les caractéristiques de ce type de société en s'intéressant plus spécifiquement aux évolutions technologiques, économico-industrielles et socio-politiques que connaissent certains pays comme le Japon, les États-Unis et la France. Le travail pour le moins considérable – d'un point de vue quantitatif et qualitatif – mené par l'auteur donne la possibilité aux chercheurs, qu'ils/elles soient novices ou spécialistes de ces questions contemporaines, de comprendre les transformations qu'induit le développement des réseaux de communication dans le mode de vie des individus et de surcroît dans le fonctionnement des systèmes d'organisation publics et privés.

L'intérêt argumentatif et démonstratif de Bruno Salgues réside dans le fait qu'il observe et identifie de manière historique à un niveau macro/micro-sociétal, les différentes possibilités et opportunités que présente l'avènement d'une société du futur, tout en circonscrivant les limites conceptuelle et pratique que recouvrent les processus mêmes d'innovation et de course à l'innovation. Bruno Salgues explore ainsi une pluralité de chantiers engagés sur le plan technologique tels que ceux relatifs à l'intelligence artificielle, aux *big data* et à l'industrie 4.0 en étudiant leurs domaines d'application : du management au marketing, de l'holocratie aux *smart cities*. L'écriture rigoureusement structurée de l'ouvrage facilite d'autant plus l'appréhension et la compréhension de cet objet complexe à saisir qu'elle est jalonnée de définitions, de schémas et de tableaux synthétiques

dont le contenu est plutôt limpide. Cette limpidité d'analyse se retrouve qui plus est renforcée par le travail d'articulation que réalise l'auteur entre le cadre doctrinal produit au ^{xx}e siècle et celui établi aujourd'hui en sciences économiques et de gestion.

Si l'expression écrite peut paraître impersonnelle, le point de vue de Bruno Salgues étant peu visible, notons toutefois la présence de références plutôt originales qui font la singularité de l'ouvrage. Ainsi sont cités Jacques Lacan, Jean-Paul Sartre, et surtout Milan Kundera qui influence notablement la réflexion de l'auteur sur la place que prend l'ennui dans les sociétés modernes, les technologies étant paradoxalement les plus à même de créer les conditions d'émergence et de colmatage de l'ennui. C'est vraisemblablement là que se concentre l'esprit le plus critique de ce spécialiste des technologies de la communication, directeur d'études au sein de la direction de l'innovation de l'Institut Mines Telecom. En revanche il est regrettable que cet esprit ne soit pas mieux valorisé dans un ouvrage qui a tendance à aplanir les échecs et les obstacles liés à cette société 5.0 qui représente notre horizon fatal.

Tiphaine Zetlaoui

FLSH, université catholique de Lille, F-59000
tiphainezetlaoui[at]gmail.com

Béregère STASSIN, (cyber)harcèlement. Sortir de la violence, à l'école et sur les écrans

Caen, C&F Ed., coll. Les enfants du numérique, 2019, 176 pages

En France, 5 à 6 % des élèves du premier et du second degré sont victimes de harcèlement scolaire. C'est par ce chiffre éloquent que débute l'ouvrage de Béregère Stassin, où l'auteure investigate les transformations du phénomène en lien avec l'émergence du cyberharcèlement. Elle apporte une contribution essentielle aux réflexions dans ce domaine, en nous livrant tout d'abord une synthèse de la littérature existante sur le sujet de la violence entre enfants, longtemps invisibilisé, ainsi qu'une définition précieuse du harcèlement scolaire, de la cyberviolence et du cyberharcèlement – dont elle étudie l'ensemble des manifestations. Si le harcèlement scolaire commence à faire l'objet de recherches en sciences humaines et sociales dans les années 1970, ce n'est qu'à l'aube des années 2010 qu'il devient un problème public. En effet, son prolongement via les médias sociaux attire l'attention des pouvoirs publics tandis que l'on découvre les chiffres des premières enquêtes de victimation. Par la richesse des exemples mentionnés, les chapitres I à

III balayent un certain nombre de mythes et apportent un lot de résultats marquants. Non, le harcèlement et la cyberviolence ne sont pas qu'une affaire de jeunes, qui prendrait magiquement fin à l'issue du lycée : la violence se poursuit dans l'enseignement supérieur et dans le monde professionnel. Et elle n'affecte pas de la même manière les différents groupes sociaux, se colorant notamment d'une dimension genrée et d'une homophobie qu'il convient de prendre en compte. Une fois ces constats dressés, une partie conséquente du livre (chapitre IV) se consacre à un inventaire des moyens de lutte à disposition des acteurs de la prévention. S'appuyant sur les outils de l'éducation aux médias et à l'empathie, l'auteure montre la nécessité d'impliquer directement les jeunes dans ce processus, nous invitant aussi à dépasser les discours technicistes et catastrophistes en rappelant la richesse et la diversité de leurs activités en ligne.

Penser le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement soulève tout d'abord des enjeux de définition, de caractérisation et de traduction dont l'auteure rend compte de façon sociohistorique, dégageant les apports et les points aveugles de chaque approche. À l'origine, le phénomène est théorisé en 1975 par le psychologue suédois Anatol Pikas sous l'appellation de *mobbing*, renvoyant au terme anglais *to mob* (attaquer, assaillir) et à la notion de foule. Trois ans plus tard, en 1978, son homologue norvégien Dan Olweus choisit le terme *bullying* (désormais prédominant), qui renvoie à la figure individuelle du *bully* (la brute, le tyran). Dès lors, le harcèlement scolaire passe d'une appréhension sociale en tant que phénomène de groupe à une approche individuelle et psychologisante, qui l'interprète comme l'œuvre d'une personnalité agressive agissant seule ou avec l'assentiment du groupe fédéré autour d'elle. Les observations et les analyses de Béregère Stassin nous invitent au contraire à contextualiser et à sociologiser les faits de harcèlement, rappelant dans sa conclusion (p. 159) : « Un élève qui s'adonne au harcèlement au sein d'un établissement x ne s'y adonnera pas nécessairement au sein d'un établissement y. Tout dépend du groupe de pairs dans lequel il évolue, groupe qui joue un rôle essentiel dans sa socialisation et sa construction identitaire et dont la pression peut parfois le pousser au pire ». Restait ensuite à traduire cette notion en français, et, le terme de *harcèlement* ayant été choisi pour penser ces violences, à caractériser les faits pour qu'ils puissent faire l'objet d'un encadrement juridique. Le caractère itératif des violences et le rapport asymétrique entre les victimes et leurs auteurs s'en sont ici essentiels. Ainsi Dan Olweus indique-t-il : « [u]n élève est victime de harcèlement